



Organisation des Nations Unies

Questions-réponses de la conférence de presse « ONE UN » Mercredi 22 mars 2017

La conférence de presse conjointe des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Charles Antoine Bambara, Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO ; et à partir de Goma, par Lorène Giorgis du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG) et le Lieutenant-colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO.

La conférence a connu la participation du Général Bernard Commins, le Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO ; et du Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC, Alexis Bonte, à partir de Kinshasa.

Représentant de la FAO en RDC [Alexis Bonte] : Bonjour à toutes et à tous, je voudrais vous remercier pour l'intérêt que nous portons tous quant aux questions environnementales et de forêt en particulier, et vous remercie pour la parole aujourd'hui.

En effet, hier, c'était la Journée internationale des forêts, avec un thème particulier qui est : « La forêt et l'énergie ».

Etant donné que la RDC dispose du deuxième massif le plus important de forêt tropicale humide, on ne pouvait pas passer sous silence cette journée très importante.

Cette forêt ici en RDC, elle couvre un peu plus de 60% du territoire national et constitue une des nombreuses richesses telles que les mines, évidemment la population, la terre et l'eau dont bénéficie la RDC.

Alors, cette nouvelle forêt contient plus ou moins 80% de la biodiversité. Donc ça veut dire tous les animaux, toutes les plantes que vous avez se trouvent là-bas.

On peut même considérer que cette forêt est comme un frigidaire à plusieurs étages : un étage pour la nourriture, on y trouve les protéines animales ; un étage pour les boissons et également un étage pour les médicaments.

Cette forêt dispose de plantes médicinales qui ne sont pas encore découvertes et qui restent encore un secret mais qui, je suis certain, pourraient transformer la RDC et sa forêt en la pharmacie de la planète.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Alors par rapport à cette biodiversité, on n'a encore jamais fait un inventaire national forestier en RDC. On a fait des inventaires localisés mais jamais au niveau national, et ça sera fait cette année-ci, grâce à un financement du Royaume de Norvège. Et ça sera mis en œuvre par le ministère de l'Environnement, la FAO ainsi que quelques institutions de la société civile.

Quels sont les avantages de cette forêt ? Vous en avez au niveau du village, au niveau national et au niveau mondial.

Au niveau villageois, comme on s'en doute bien, il y a l'accès à la viande, il y a le bois de construction que ce soit pour le logement ou les pirogues, il y a le bois pour la cuisson de la nourriture.

Au niveau national, vous avez tout ce qui est exportation de bois précieux mais là évidemment, il faut respecter les règles et les lois pour en faire une gestion rationnelle et ne pas déforester complètement.

Il y a également des devises qui peuvent être amenées grâce au tourisme. Si vous allez près du parc national de la Salonga, c'est extrêmement impressionnant comme forêt.

Et au niveau mondial, cette forêt joue un rôle d'atténuation de changement climatique, non seulement pour la RDC, mais également pour l'ensemble de la planète.

Et à cet égard, il y a ce qu'on appelle un marché carbone qui va commencer à se matérialiser, à travers lequel les pays qui émettent des pollutions pourront acheter ou se racheter en achetant des tonnes de carbones par exemple en RDC. Et ces financements vont permettre de pouvoir développer des projets de développement durable.

Alors, à cet égard, je faisais partie d'une mission, la semaine passée, avec le Dr Diallo [Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident du système des Nations Unies], à Manono où on a constaté tous les problèmes humanitaires dont on a fait référence tout à l'heure. Mais également, il y a un projet de développement durable assez intéressant où toute la ville va être électrifiée grâce à des panneaux solaires.

Donc, ça c'est vraiment des types de projets qui pourraient être financés grâce au marché carbone.

Et je voulais également profiter de cette occasion pour vous dire, pour les gens qui ne sont jamais allés à Manono, c'est assez impressionnant car c'est une ville-forêt. La forêt n'est pas très diversifiée parce qu'il n'y a que des manguiers, mais il y a des milliers de manguiers qui permettent aux gens de se nourrir, même les plus pauvres de se nourrir même pendant deux, trois mois pendant la saison des mangues. Et également de bénéficier d'un climat agréable, parce qu'en pleine ville à l'ombre, il fait toujours 4 à 5 degrés en moins qu'en pleine campagne.

Donc, planter les arbres dans les villes, cela a également un intérêt particulier.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Malgré cela, il y a quand même quelques défis. Le défi majeur que l'on rencontre au Congo comme au Brésil, et dans d'autres pays forestiers, c'est la déforestation et la dégradation des forêts.

Ici, on estime à plusieurs centaines de milliers d'hectares qui disparaissent chaque année. C'est l'équivalent de la superficie de la ville Kinshasa qui disparaît chaque année. Le taux de déforestation en RDC a doublé en moins de vingt ans.

Donc, c'est vraiment une préoccupation majeure, surtout quand on considère le taux de croissance démographique et le taux de diminution des ressources naturelles. Il y a une jonction qu'il faudra gérer de la manière très appropriée avec beaucoup de prudence et de sagesse.

Quelles sont les causes de la déforestation et la dégradation ? La principale cause, c'est ce qu'on appelle l'agriculture itinérante sur brûlis. Vous avez déjà vu beaucoup de photos où les producteurs brûlent les champs et la savane, afin de pouvoir cultiver.

Ce n'est pas une obligation de brûler, on peut gérer les champs et leur fertilité de manière beaucoup plus raisonnable. Et donc, il y a beaucoup de programmes qui vont travailler là-dessus.

La deuxième cause, c'est l'exploitation forestière peu scrupuleuse et ça, ça forme une espèce de gâchis pour les générations actuelles, mais également les générations futures.

Il faut garder l'espoir. Cette situation n'est pas irréversible et on a constaté qu'il y a près d'une dizaine de pays au monde qui ont réussi à augmenter le niveau de vie de leurs populations, de revenus également, tout en augmentant la couverture forestière. Donc, il y a des stratégies et des politiques qui peuvent être mises en œuvre, afin d'améliorer la situation.

Qu'est-ce qu'on fait en RDC, pour terminer ? Le ministère de l'Environnement a développé un plan d'investissement « REDD », c'est pour la réduction de la dégradation et la déforestation. C'est un plan qui vaut de l'ordre des milliards de dollars. C'est un chiffre qui paraît astronomique, mais on commence à avoir des financements qui permettront de le mettre en œuvre.

Alors entre autres, il y a des bailleurs des fonds tels que l'Union Européenne et les Etats-Unis qui financent des projets de protection des parcs, dont Garamba, Virunga, etc.

Il y a également une autre initiative qui s'appelle le «CAFI » Central Africa Forest Initiative » qui est financée principalement par la Norvège où il y a des programmes spécifiques par exemple, qui vont financer l'inventaire forestier national, et des programmes intégrés où au niveau de chaque province concernée, on essaiera de [traiter] les causes de cette déforestation.

Il y a également des initiatives très localisées comme sur le plateau de Bateke. Vous connaissez, j'imagine, Ibi Village, Mampou, etc. il y a des initiatives similaires également à Lubumbashi.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il y a une autre opportunité dont on parle très rarement, c'est le Bambou. On dit que ça va être l'or vert de l'Afrique. On n'est pas assez informé du potentiel du Bambou, mais en Chine, on dit qu'il y a mille usages du Bambou. On peut faire des vélos, des parquets, des logements, etc. c'est quelque chose d'extraordinaire.

Pour l'instant avec le ministère de l'Agriculture, on est occupé de développer un plan national pour la promotion du Bambou.

En gros, ce qu'il faut retenir, c'est que l'environnement est ici pour nous, pour notre bien-être, ce n'est pas à nous à le détruire, parce ça va de toute façon créer notre mal être.

Je pense que c'est un artiste congolais qui disait qu'il fallait être un roi protecteur de la forêt, Werasson, il faudrait que chacun d'entre nous soit le « Grand Mopao na Zamba », mais des « Mopao » protecteurs, pas d'exploitation.

En guise de conclusion, l'environnement, il ne faut pas lui mentir, de toute façon, il nous rattrapera. Et ça, je pense qu'il y a un autre artiste congolais qui disait « Lokuta eyaka na ascenseur, vérité na escalier pe ekomi » [le mensonge vient [rapidement par l'ascenseur alors que la vérité vient [lentement] par les escaliers mais arrive à temps].

Donc, vous détruisez l'environnement, vous lui mentez, et il va vous rattraper. Je vous remercie

Question 1

Serge Mukendi/ Journal de la Ville : Monsieur le porte-parole, hier, le ministre des Affaires étrangères congolais a tenu un discours devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, vous accusant de ne pas pouvoir ramener la paix depuis plusieurs années en République démocratique du Congo, alors que vous avez l'habitude de nous dire que vous venez toujours en appui au gouvernement. Comment pouvez-vous répondre à cette préoccupation ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Il faut savoir, pour donner un élément de réponse à votre question, que la première responsabilité de la sécurité dans ce pays incombe aux forces de sécurité congolaises.

Et, si vous prenez les différentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, c'est très clairement dit que la Force de la MONUSCO vient en appui aux forces de sécurité congolaises, pour réellement rétablir la paix, la sécurité, la stabilité dans le pays.

Et nous avons, c'est vrai, ce mandat de protection des civils, mais peut-être que le Général Commins peut être encore beaucoup plus pointu que moi.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Est-ce que ce mandat, qui nous est effectivement donné, nous l'appliquons oui ou non ? Je crois que tous les efforts sont là pour démontrer qu'effectivement la MONUSCO essaie [de faire quelque chose].

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général de Division Bernard Commins] :

Je pense que la réponse est dans votre question. On peut comprendre effectivement que la paix ne soit pas au niveau qui est souhaité. Et nous, MONUSCO, avec nos partenaires, toutes les autorités congolaises, nous regardons attentivement cette longue marche vers la paix. Il est vrai qu'il reste encore un long chemin à faire ensemble. Et c'est bien ce mot ensemble qui me semble être au cœur de cet enjeu que nous avons tous.

On peut effectivement dire nous n'y sommes pas, il reste encore des choses à faire, ça fait longtemps, des années que la MONUSCO est là, qu'avez-vous fait ?

Nous avons fait beaucoup. Et les gens le savent bien, toutes les actions que nous menons au quotidien, à côté de nos partenaires militaires congolais, pour prévenir des actions violentes, mettre un terme à ceux qui agissent de manière violente, tout ça c'est notre action au quotidien avec nos partenaires congolais.

Il reste beaucoup à faire et c'est la raison pour laquelle, la mission que nous avons ici, c'est de trouver quels sont les modes de fonctionnement, quelles sont les actions que nous allons mener ensemble, de manière très coordonnée, bien planifiée pour pouvoir porter des coups sévères à ceux qui créent le chaos dans ce pays.

C'est une longue marche, il reste encore sûrement un bout de chemin à faire ensemble. Et notre énergie est vraiment tournée vers cela quotidiennement.

Question 2

Guyguy Zawadi/ RTVS 1 : Je voulais juste compléter la question que mon confrère a posée. Est-ce que le renouvellement du mandat de la MONUSCO dépend du gouvernement congolais ou du Conseil de sécurité des Nations Unies ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général de Division Bernard Commins] :

Votre question est tout à fait opportune et d'actualité puisque hier, vous le savez, de hautes autorités politiques congolaises ont eu l'occasion de s'exprimer devant les membres du Conseil de sécurité, ainsi que des représentants de la société civile, des représentants de la CENCO, ainsi que notre Représentant spécial, Maman Sidikou.

Cela montre que nous sommes effectivement dans ce processus de renouvellement de notre mandat puisque vous le savez, notre mandat vient à son terme à la fin du mois de mars.

Et donc, il appartient aux autorités congolaises, et c'est ce qu'elles ont fait hier, d'exprimer quelles sont leurs attentes, d'exprimer quelles sont aussi peut-être leurs déceptions, ou ce qu'elles souhaiteraient

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

que ce mandat soit dans le futur. C'est ce qui a été fait. Et cela est accessible sur le site web de l'Organisation des Nations Unies.

Ensuite, qui va en décider ? Ce sont les membres du Conseil de sécurité qui se réuniront et qui après avoir entendu l'ensemble des intervenants, l'ensemble de ceux qui ont une action à conduire dans ce pays, eh bien, le Conseil de sécurité jugera, évaluera et votera selon la décision qui sera la sienne, que je ne connais pas à ce jour ce que sera ce mandat demain, quel en sera la durée.

Question 3

Daniel Michombero/ Vision Shala (Goma) : Ma question s'adresse au Commandant Commins. Il reste encore une longue marche à faire pour atteindre la paix en RDC, mais déjà certaines bases de la MONUSCO vont fermer leurs portes. Commandant Commins, ne serez-vous pas en train de vous contredire ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général de Division Bernard Commins] : Merci de cette question extrêmement importante pour laquelle j'ai eu l'occasion de m'exprimer au moins à deux reprises : dialogue entre Congolais et puis également, à l'occasion d'un point de presse, il y a quelques semaines.

Il n'y a rien de secret dans ce que nous faisons. Je l'ai déjà dit et je le répète : notre mission est une mission qui vise à adapter ses capacités, ses ressources à la situation du moment. Cela veut dire qu'il est nécessaire de procéder régulièrement à l'évaluation de la sécurité dans les zones où nous sommes déployés pour, en partenariat avec nos camarades des Forces armées congolaises, mais également avec les membres de la société civile de ce pays, et d'autres organisations et agences de l'ONU, pour en dresser un bilan.

Où en sommes-nous aujourd'hui dans la sécurité, dans tel ou tel autre secteur ? Comment la société civile parvient-elle à ramener le dialogue, l'entente entre des communautés qui se sont déchirées ?

Et c'est bien parce que ces communautés se déchirent que nous sommes là pour permettre l'établissement d'un dialogue et la mise en place de mesures qui permettront de ramener la stabilité de manière durable.

Et donc, oui, nous réfléchissons à la fermeture d'un certain nombre de positions que nous tenons actuellement.

Mais j'ajoute que ce n'est pas une fermeture sèche, si je peux dire. Cela veut dire qu'avec nos partenaires des Forces armées congolaises, nous veillons à ce que quelqu'un prenne le témoin, le relais et que derrière, les forces de sécurité de ce pays, à qui incombe en premier lieu la sécurité, puissent prendre notre place et ensuite, avec les ressources qui sont les leurs, contribuer à maintenir la sécurité. C'est le premier point.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le second point, c'est qu'il n'y aura pas de vide sécuritaire. La MONUSCO est là, aussi longtemps que nous serons présents, nous continuerons à avoir des patrouilles de jour, de nuit, des capacités de venir rapidement sur une zone, où le besoin se ferait sentir.

Bref, nous sommes dans une démarche continue d'ajustement de notre posture pour répondre au mieux aux défis sécuritaires, et nous conservons bien en mémoire que nous ne sommes pas seuls et que nous agissons avec nos partenaires congolais d'abord.

Question 4

Tuver Wundi/ RTNC (Goma) : Ma question va droit à l'invité de la conférence, monsieur Alexis Bonte. Vous avez souligné que l'exploitation forestière est peu scrupuleuse en RDC, mais qu'il faut garder l'espoir. Pourtant, la population se dit que ces forêts ne nous servent à rien pour notre survie, d'autant plus que la situation socio-économique se dégrade, alors qu'on a des forêts à côté de nous, quelle est la solution que vous envisagez ?

Représentant de la FAO en RDC [Alexis Bonte] : Merci pour la question. Je ne pense pas qu'on puisse dire que les forêts ne servent à rien. Si vous estimez qu'il y a 80% de la biodiversité dans la forêt, vous vous rendez compte qu'il y a beaucoup d'animaux. Et si c'est géré correctement, ces animaux restent là et si maintenant il y a surexploitation, c'est sûr que ces animaux vont disparaître.

Après, au niveau de la production alimentaire, il y a une approche qui s'appelle l'agroforesterie, où vous pouvez combiner la production vivrière avec la production d'arboriculture fruitière également.

Donc, il y a différentes techniques qui existent et qui sont mises en place dans différents pays et même au sein de la RDC, comme je l'avais mentionné. Il y a des approches telles que faites sur le plateau de Bateke à Ibi village et à Mampu, mais également à Lubumbashi où il y a un projet qui s'appelle Afrodex ou Agroforesterie, où on plante des arbres, des Acacias en particulier, qui durant les deux, trois premières années sont combinés avec de l'agriculture, donc des plantations de manioc ou de haricots.

Et donc pendant deux, trois ans, vous avez une plantation vivrière, et vous pouvez récolter de la nourriture. Et à partir de la troisième jusqu'à la sixième année, vous commencez à produire du charbon et à récolter les fruits et les revenus de ce charbon. Donc, il y a toujours moyen de combiner mais je pense qu'avec l'inventaire forestier qui sera fait au niveau national cette année-ci, on pourra identifier beaucoup plus de plantes, et des types d'animaux, il y a aussi ce qu'on appelle les produits forestiers non ligneux, donc tout ce qui est chenilles, miel, champignons qu'on trouve dans les forêts.

Ça c'est souvent parfois des derniers recours pour les populations qui sont privées d'accès à leurs champs par exemple.

Question 5

Josué Mfutila/ Siloé TV : Session extraordinaire du [Conseil de sécurité] de l'ONU sur la RDC. Une délégation congolaise a été « conduite » par She Okitundu [ministre des Affaires

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

étrangères], la CENCO a pris la parole, le gouvernement représenté par She Okitundu a également pris la parole.

Et par rapport avec Mgr Marcel Utembi, il a formulé un certain nombre de recommandations, l'ONU doit réagir [parce que les acteurs politiques] ne veulent pas signer l'accord politique, ils ne veulent pas non plus finir les arrangements particuliers, la situation politique, sécuritaire se dégrade de plus en plus. Les Congolais ne savent plus à quel saint se vouer. Alors que l'on sait très bien, la RDC se trouve dans une crise sans précédent. Ma question serait de savoir que fera concrètement l'ONU face à ce blocage que connaît l'accord ? Puisque si l'ONU ne fait rien, les Congolais vont se fatiguer. Notre regard est dirigé maintenant vers l'ONU.

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Beaucoup de choses se passent derrière les rideaux. C'est vrai que quand on parle des bons offices, les gens pensent que ce n'est pas très visible, ce n'est pas très concret, mais en réalité les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies ici en RDC, Maman Sambo Sidikou, sont utilisés à fond. Non seulement à son niveau, mais au niveau aussi de ses adjoints qui sont très actifs sur le terrain. Tout comme au niveau aussi d'ailleurs, dans une certaine mesure, des autres acteurs, des autres responsables de la MONUSCO.

Et ils continuent de recevoir et je peux vous en assurer, non seulement les leaders de la majorité présidentielle mais également ceux de l'opposition, que ce soit ici à Kinshasa, en RDC, même lors de ses déplacements, beaucoup de rencontres se font pourquoi ? Pour essayer justement de ramener les points de vue, pour essayer de créer un consensus autour des négociations menées par la CENCO.

Et c'est parce que ces négociations sont si importantes, que cette médiation de la CENCO est si importante que monseigneur Utembi a été appelé à New York pour s'entretenir directement avec les membres du Conseil de sécurité qui doivent justement décider du renouvellement du mandat de la MONUSCO.

Donc, beaucoup de choses se passent, ne désespérons pas. Attendons de voir les fruits de ces différents entretiens, de ces différentes négociations, de ces différents bons offices au niveau des Nations Unies, et vous verrez peut-être, nous le souhaitons en tout cas, quelques résultats dans les jours ou les semaines qui viennent.

Question 6

Médard Muyaya/ Le Potentiel : Excusez-moi, M. Bambara. La question demeure malgré des réponses que vous donnez aux différentes questions d'ordre sécuritaire. Retenez que vous laissez les congolais sur leur soif. Il y a péril en la demeure.

Dans la convention signée le 28 janvier entre les FARDC et la MONUSCO, parmi les raisons majeures évoquées pour la prolongation du mandat de la MONUSCO, il a été dit que c'était pour la protection des populations civiles. Mais sur le terrain, de mon point de vue, il y a

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

incompatibilité entre la prestation de la MONUSCO et la convention signée. Qu'est-ce que je veux dire [concrètement]?

Prenons par exemple le cas de Kananga, après avoir massacré les populations civiles, la MONUSCO vient faire le constat des massacres, des fosses communes. Après avoir tué dans un coin, la MONUSCO vient constater. Est-ce que cette fois-ci, la MONUSCO ne peut pas aller sur l'autre phase, c'est-à-dire précéder les événements pour s'assumer pleinement en assurant la protection des civils sans qu'on nous présente chaque fois des bilans lourds qui ne correspondent pas à la mission dévolue à la Mission onusienne ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Pour vous répondre exactement sur la situation dans la province du Kasai, je vais juste vous rappeler un certain nombre de faits et d'actions et le général est là pour compléter ma réponse.

Il faut dire que depuis le mois de décembre 2016, dès que les violences ont commencé dans cette province du Kasai Central, nous avons graduellement augmenté notre présence militaire sur le terrain. Et nous avons aussi renforcé notre présence civile sur le terrain. Pourquoi ? Justement pour prendre en compte ce mandat de protection des civils. A l'heure actuelle, c'est vrai que ce renforcement se poursuit graduellement, comme je l'ai dit. Et nous sommes conscient des défis, et le général l'a dit tout à l'heure, des défis immenses qui se posent. Nous, nous allons continuer avec les autorités sur place, civiles et provinciales, de voir comment nous pouvons bien répondre à ces défis sécuritaires qui se posent sur terrain. Général, peut-être quelques éléments [supplémentaires] à votre niveau

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Albert Commins] : Votre question est importante, mais elle apporte une réponse qui est, me semble-t-il, assez simple. Pourquoi arrivons – nous trop tard ? C'est peut-être un peu le fond de votre question. Eh bien, tout simplement parce que pour arriver à temps et pour prévenir, il faut avoir l'information. Comment avoir cette information ? Il faut que ceux qui ont connaissance d'un acte qui va être commis puissent rapidement prévenir les gens de la MONUSCO à travers les systèmes d'alertes locaux que nous avons développés. Il faut que nous ayons les informations en temps utile pour pouvoir nous rendre le plus vite possible pour prévenir cela. Il faut que les camarades des Forces armées congolaises qui ont également parfois ce genre d'informations puissent les échanger avec nous en temps et en heure.

Et ensuite, il faut qu'on puisse rejoindre le lieu où va se commettre cet acte dans des délais rapides. Or, vous connaissez votre pays bien mieux que je ne le connais. Nous avons au quotidien à faire face, et en ce moment avec la saison des pluies, à des routes qui sont parfois dans un état catastrophique qui ne nous permettent pas de circuler rapidement. On peut faire 10 km en 5 heures. Donc, c'est l'hélicoptère autant que possible.

Donc, si vous voulez, soyez convaincus que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour pouvoir prévenir la violence et nous mettre en situation de l'empêcher. On vous a cité quelques cas en ouverture

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

de cette conférence de presse où, l'information que nous avons reçu et transmise à nos camarades congolais dans le Kasai, a permis d'éviter des opérations malveillantes de la part des groupes adverses. Voilà ! C'est notre objectif au quotidien et vous devez pouvoir nous y aider. Et je souhaite vivement qu'on puisse nous contacter le plus vite possible pour qu'on puisse réagir également le plus vite possible.

Coordinatrice de l'Unité rapport et enquêtes spéciales du BCNUDH [Barbara Matasconi] : Je voulais juste préciser quelque chose par rapport à la partie de la question du collègue de la presse sur le fait que la MONUSCO vient et dresse le bilan. Je pense que, peut-être ma section, la section Droits de l'homme, a un mandat de monitoring et de reporting sur les violations des droits de l'homme. J'entends quelques fois que cette fonction est un peu banalisée. On ne vient pas juste pour faire un bilan qui reste lettre morte dans un tiroir de quelqu'un, d'un fonctionnaire des Nations Unies.

Nous avons un fort mandat ce reporting mène à des arrestations, à la lutte contre l'impunité pour ces violations, à dresser des responsabilités. Et nous sommes fortement convaincus que si les auteurs des crimes et de violations des droits de l'homme sont arrêtés et punis selon la loi, cela a un effet positif sur la diminution de ces violations, et je pense que cela doit être précisé.

Question 7

Isaac Mastaki /Emmanuel TV (Goma) : Ma question je la pose à madame Lorène Giorgis. Vous avez donné une liste des activités que vous allez mener mais vous n'avez pas précisé pour certaines activités. Vous avez parlé de la réparation de bec de lièvre et des fistules. Vous avez aussi parlé de l'hôpital Kyeshero et vous n'avez pas donné une précision pour ça et pourquoi le choix de Kyeshero parce que récemment vous étiez dans la ville de Goma. Est-ce que vous n'avez pas pu terminer avec ce que vous avez commencé ou il y a encore d'autres qui viennent de s'ajouter à ce que vous allez faire ?

Représentante du Groupe de Communication des Nations Unies [Lorène Giorgis] : Pour être un peu plus précis, je vais apporter un peu plus d'éléments. C'est une campagne qui a lieu à Goma, à l'hôpital Kyeshero et qui commence aujourd'hui 22 mars. Cette année, une première mini campagne de 5 jours a eu lieu à Kinshasa au mois de février et a permis d'assurer la réparation de 32 cas à l'hôpital Biamba Marie Mutombo. La présente campagne va contribuer à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des soins de qualité à travers la réparation de la fistule obstétricale.

Donc, plus précisément, cette campagne devra réparer au moins 50 cas de fistule obstétricale sélectionnés à Goma, au niveau de l'hôpital, y compris les cas d'échecs issus de la première mini campagne 2017 dans la ville de Kinshasa ; renforcer les capacités d'au moins 6 médecins, 4 de la ville de Goma, une de la zone de santé d'Uvira, et une de la zone de santé de Butembo dans la chirurgie réparatrice de la fistule et le suivi post-opératoire.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Question 8

Laetitia Masela/ RTNC 2 : Je pose ma question au Général Commins, comme vous parlez de la violence. A présent, presque tout le territoire congolais nécessite des interventions humanitaires à cause des troubles, des inondations, et l'insécurité qui se pose. Etes-vous capables de juguler toutes les crises avec une « somme » importante dont vous disposez dans votre plan d'action ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Albert Commins] : Votre question recouvre en fait différents volets. Il y a le volet sécuritaire qui est celui que nous, Force de la MONUSCO nous couvrons au quotidien ; il y a également le volet assistance à des catastrophes. Dans ce domaine-là, nous n'agissons pas seuls, nous avons effectivement des capacités de génies militaires qui peuvent aider à contribuer, à rétablir des situations difficiles. On a reconstruit un pont, il n'y a pas très longtemps qui avait été détruit par des inondations. Mais nos forces pourront effectivement agir si jamais une situation catastrophique venait à se présenter, on viendrait épauler nos partenaires congolais dans la gestion de cette crise.

En tout cas, c'est un volet que la Mission pourrait remplir mais sous des conditions plutôt particulières puisqu'il faut parfois des équipements adaptés pour faire face à telle ou telle situation de crise, je dirais, de catastrophe naturelle.

Question 9

Papy Kalokola/La Libre Orientale : Je voudrais poser une question sur la suite du processus électoral. Vous nous avez dit tout à l'heure que la MONUSCO pour sa part venait de terminer avec le déploiement de matériels électoraux à travers le pays. Mais des inquiétudes persistent quant à la matérialisation de l'organisation de ces élections. Est-ce qu'à ce jour, on peut nous donner des informations sur les engagements financiers des parties, notamment du gouvernement d'une part et de l'autre, des bailleurs ou des partenaires étrangers ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Comme vous l'avez entendu au cours de cette conférence de presse, je peux confirmer effectivement que le volet logistique du soutien de la MONUSCO tel que demandé par la CENI à la MONUSCO est presque bouclé ou va être bouclé d'ici quelques jours.

3 000 tonnes de matériels ont déjà été transportés à travers tout le pays, il reste comme vous l'avez dit, la mobilisation de fonds pour le soutien à l'organisation des élections.

Et vous savez qu'au niveau de la MONUSCO, nous fonctionnons [sur la base] des résolutions du Conseil de sécurité. La dernière résolution, la 2277 disait très clairement que la MONUSCO devait donner un soutien à l'enregistrement des électeurs. Et donc, nous sommes en train de finir cette phase-là et nous espérons que la prochaine résolution qui vient, va essayer justement d'explicitier ou de nous donner une feuille de route pour éventuellement, [apporter] le soutien au processus lui-même.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En tout cas, dans sa présentation, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité hier, a émis ce vœu. Nous allons voir si les membres du Conseil de sécurité vont adhérer à ce souhait du Représentant spécial.

Dès que cela se fera, nous allons voir effectivement quels sont les mécanismes qu'il faut mettre en œuvre pour mobiliser ces fonds dont vous parlez, au niveau de la communauté internationale. Car nous pouvons effectivement agir au niveau de cette communauté internationale à travers les représentations diplomatiques ici, à travers les représentations diplomatiques également au niveau de notre siège des Nations Unies à New York.

Voilà un peu ce que je peux vous dire. C'est vraiment inscrit sur nos agendas pour les prochains mois et, nous allons essayer de voir comment mettre en œuvre ce volet-là.

Question 10

Sonia Rolley/ RFI : Je voulais savoir, est-ce que la MONUSCO enquête sur les allégations de fosses communes dans le Kasai, le Kasai central et le Kasai Oriental. Combien de fosses communes avez-vous déjà identifiées ? Et est-ce que vous êtes informés de nouvelles allégations faisant état de nouvelles fosses communes dans plusieurs localités et également sur les nouvelles vidéos où l'on voit, ou on croit voir des forces de sécurité commettre des exactions, notamment le jour de la mort du chef Kamwina Nsapu ?

Coordinatrice de l'Unité rapport et enquêtes spéciales du BCNUDH [Barbara Matasconi] : Oui, tout à fait, on est au courant des allégations [faisant état] de la présence de fosses communes dans plusieurs endroits. La question nous a été posée lors d'autres conférences de presse aussi.

Vous savez que notre méthodologie est assez stricte. Donc, pour certaines allégations, nous ne sommes pas en mesure de confirmer pour l'instant. Pour d'autres, nous nous sommes rendus sur le lieu, nous avons vu des restes humains, nous avons des indications assez précises à travers des témoignages des familles de victimes ou des témoins ainsi de suite. Et nous avons depuis l'année dernière, mené trois contacts avec des autorités pour qu'elles puissent poursuivre leurs enquêtes qui sont en cours.

Par rapport au nombre de fosses, moi je ne donnerai pas de chiffres trop précis justement parce que notre bureau classe encore certaines comme des allégations mais ce sont des allégations que nous prenons très au sérieux.

Mais, nous avons communiqué des indications très précises sur dix endroits où nous sommes assez sûrs que ce que nous avons vu, les témoignages que nous avons recueillis, font état de fosses communes.

Pour être plus précis, ça ne se réfère pas seulement à des faits récents. On avait transmis aux autorités au mois de décembre, des allégations sur la présence de sept fosses communes qui remontaient d'après

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

nos recherches, à des faits qui se sont passés en fin septembre 2016 à Nkoto dans le territoire de Demba.

Et ensuite, au mois de mars, nous avons transmis un autre rapport assez précis avec des précisions des lieux et des dates ainsi de suite...au gouvernement faisant état d'au moins trois fosses communes aux alentours de Tshimbulu. Et j'ai lu avec beaucoup d'intérêts l'enquête de RFI qui est sortie, moi j'en ai pris connaissance hier, et plus ou moins les faits se réfèrent aux mêmes rapportés par RFI.

Donc oui, nous sommes au courant, nous suivons la situation de très près, et les informations que nous avons déjà partagées avec le gouvernement ont été exploitées et nous sommes en train de discuter sur l'appui à la justice militaire pour qu'ils continuent d'enquêter sur ces allégations sérieuses.

Question 11

Mamytha Bangulu/ RTNC : Ma question s'adresse au Représentant de la FAO en RDC, monsieur Alexis Bonte. La désertification demeure un réel problème pour le continent africain et un risque réel pour l'approvisionnement en eau. Quelle est la politique des Nations Unies pour pallier le problème de la désertification dans le continent Africain?

Représentant de la FAO en RDC [Alexis Bonte] : Ça c'est une grande question. Vous savez par exemple qu'il y a un énorme programme qui s'appelle "la grande muraille verte" qui a été initié par principalement deux présidents, du Sénégal et du Nigeria. Alors, ça était initié il y a, je pense presque une dizaine d'années mais ça prend malheureusement beaucoup de temps pour être mis en œuvre.

Pour l'instant, il y a ce qu'on appelle le Green Climate Fund : le Fonds vert pour le climat" qui en théorie, devrait avoir un fonds d'environ 100 milliards de dollars. Pour l'instant, je crois qu'ils sont arrivés à mobiliser dix milliards de dollars. Et le Green Climate Fund devrait être en mesure de pouvoir financer et mettre en œuvre des projets liés à cette grande muraille verte.

Donc l'idée, c'est d'essayer pas simplement de planter des arbres comme c'était prévu initialement, mais de faire en sorte de développer de moyens d'existence respectueux de l'environnement en partant du Sénégal, je pense que ça va jusqu'à Djibouti, sur une bande d'une quinzaine ou une vingtaine de kilomètres de large maximum, je pense au-delà d'une dizaine de kilomètres de large.

Et donc là ça serait des travaux de plantation d'arbres mais également d'agriculture respectueuse de l'environnement, le Climat... [Inaudible].

Et donc ça, c'est le programme principal qu'il y a par rapport à la désertification qui heureusement n'apparaît pas encore en Rd Congo.

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Merci à Alexis pour ces éléments de réponse, fin de cette conférence de presse, merci et à la semaine prochaine.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04